

GÉOPOLITIQUE : L'INDE ENTRE DEUX POSITIONS

PAR VIVIEN MASSOT (CCE INDE) ET THIERRY APOTEKER (PRÉSIDENT, TAC ECONOMICS)

Présidente du G20, l'Inde ambitionne une voie répondant à ses intérêts dans un ordre international de plus en plus incertain.



Comptant désormais parmi les grandes puissances économiques mondiales (5^e en 2022, 3^e en 2027 ?), l'Inde doit renforcer sa position géostratégique internationale. Comment gérer l'augmentation de l'incertitude globale pour une grande économie émergente ? Comment s'adapter aux projets ambitieux de la Chine en Asie et dans le monde ? Quel type de gouvernance proposer sur les plans national et international ? La "voie indienne" à l'international est délicate et parfois ambiguë, notamment avec la Chine, son premier partenaire commercial, mais aussi une source majeure de tensions frontalières. L'agenda de la présidence indienne du G20 depuis décembre 2022 porte ainsi en partie sur ses intérêts nationaux d'innovation et de résilience face aux défis du réchauffement climatique, de la transition énergétique et des nouvelles technologies.

Le contexte : un moment privilégié de (ré) affirmation de l'influence géopolitique de l'Inde.

La concurrence stratégique sino-américaine vient s'ajouter aux changements structurels en cours : innovation financière et sauts technologiques, réchauffement climatique, nouvelles demandes de consommation et de modes de travail, etc. Ce nouveau contexte conduit à une perspective d'un monde « multipolaire hiérarchisé » qui favorise l'émergence et l'affirmation de « puissances de second rang », différentes des « puissances de premier rang » que sont les Etats-Unis et la Chine. Ces pays revendiquent à la fois une voix dans les affaires mondiales et l'accroissement de leur emprise géostratégique et économique sur leurs zones d'influence de proximité.

Aujourd'hui, l'Inde rassemble plusieurs des attributs des puissances de second rang. Le dynamisme et la taille de son économie lui permettront de devenir la troisième puissance économique mondiale d'ici 2027. Sa diplomatie historique basée sur le mouvement du non-alignement et le soft power s'est progressivement transformée en une participation plus active aux initiatives multilatérales, telles que les BRICS et G20 avec une première Présidence depuis décembre 2022. Enfin, l'idéologie nationaliste hindoue du gouvernement du Premier Ministre N. Modi et sa vision historique et unitaire favorisent la conduite de politiques étrangères plus ambitieuses et s'accompagnent du renforcement graduel des capacités militaires domestiques en parallèle de sa maîtrise de la puissance nucléaire.

Déséquilibre des relations de l'Inde avec les Etats-Unis et la Chine.

Le cadre d'incertitudes mondiales grandissantes accentue la nécessité pour l'Inde de poursuivre les relations stratégiques et économiques avec les puissances de rang 1, vis-à-vis desquelles il faut en permanence apparaître à la fois comme un trublion et un associé indispensable.

D'un côté, le développement d'une stratégie indopacifique américaine et la mise en route du Dialogue Stratégique Quadrilatéral (dit « Quad », comprenant l'Australie, l'Inde, le Japon et les Etats-Unis) visent pour les Etats-Unis à inclure ouvertement l'Inde dans une réponse asiatique à l'expansion géostratégique de la Chine. Même si l'Inde n'est pas signataire du Traité de Non-Prolifération Nucléaire, la conclusion d'un accord bilatéral sur le nucléaire civil dès 2008 a de facto reconnu l'Inde comme puissance atomique. Cet accord est ainsi devenu un déterminant majeur des engagements stratégiques, militaires et commerciaux entre l'Inde et les Etats-Unis.

D'un autre côté, la relation récente avec la Chine a entraîné un développement rapide et fortement déséquilibré des échanges commerciaux. L'Inde a exporté 17,5md USD de biens vers la Chine en 2022 et en a importé 118,5md ; le déficit commercial s'est donc établi à plus de 100md. En parallèle, les positions diplomatiques sont plus antagonistes. L'Inde a exprimé son mécontentement vis-à-vis de l'ambitieux projet « Belt and Road Initiative » de la Chine, en ne participant pas aux Forums Internationaux BRI (dans lesquels près de 130 pays étaient représentés). L'Inde a également critiqué les conséquences financières désastreuses de certains projets de la BRI, en particulier au Sri Lanka avec la prise de contrôle du port de Hambantota et le défaut sur la dette externe entraîné par une situation d'endettement devenue insoutenable.

Des relations régionales asymétriques engendrant un risque persistant de tensions.

L'expansion des intérêts économiques chinois en Asie du Sud a un impact direct sur les intérêts stratégiques de l'Inde. Son environnement sécuritaire et stratégique est significativement affecté par les projets d'infrastructures de la BRI à proximité de ses frontières terrestres et maritimes. De plus, l'Inde considère la BRI comme une atteinte directe à sa souveraineté territoriale, le sujet du litige est lié au China-Pakistan Economic Corridor qui traverse la région du Gilgit-Baltistan, territoire pakistanais réclamé par le gouvernement indien depuis 1947. Enfin, de multiples disputes frontalières avec la Chine ont commencé à réémerger à partir de 2013, se traduisant par des incursions répétées de patrouilles chinoises dans des territoires administrés par l'Inde, le renforcement des avant-postes militaires frontaliers et par de violents affrontements en juin 2020 (20 soldats Indiens et 42 soldats Chinois tués). Cette conflictualité accrue marque un tournant irréversible dans les relations bilatérales sino-indiennes.

L'INDE ENTRE DEUX POSITIONS

Avec ses voisins d'Asie du Sud (Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh, Myanmar), l'Inde propose une relation stratégique basée sur le développement régional, bien que les relations bilatérales soient de facto asymétriques en raison de l'écart de puissance économique. L'Inde est en effet une puissance économique remarquable en Asie du Sud, même si son pouvoir financier reste bien moindre que celui de la Chine dans le financement de projets d'infrastructures. Cette situation involontaire a développé un déséquilibre dans les relations bilatérales (économiques, diplomatiques) en partie alimenté par l'instabilité politique dans plusieurs pays voisins. Ces tensions politiques domestiques dans les pays d'Asie du Sud renforcent même la perception d'une tentative d'impérialisme régional de la part de l'Inde, a fortiori avec sa composante domestique nationaliste et hindouiste.

Nouvelles alliances de circonstance.

La préexistence d'une stratégie diplomatique active de non-alignement depuis l'indépendance de l'Inde en 1947 se manifeste aujourd'hui par des alliances de circonstance avec les autres grandes puissances, de premier et/ou de second rang. Ces alliances ont évolué selon des cycles temporels casuistiques montrant des phases de tension et de détente.

Bien que l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ait été créé par opportunisme économique pour les investisseurs financiers, l'Inde s'est fortement impliquée dans la constitution et la formalisation des mécanismes institutionnels de ce groupe passé à cinq pays avec l'Afrique du Sud, notamment avec la création d'une nouvelle banque multilatérale de développement. Le poids croissant de ces grandes économies émergentes dans le monde cherche à amorcer un rééquilibrage des institutions dites de Bretton Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International) en faveur d'une plus grande capacité financière orientée vers les infrastructures de développement.

Un autre exemple marquant du cadre géostratégique instable ou de circonstance de l'Inde s'est produit avec l'abstention de Delhi aux différents projets de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU visant à condamner l'invasion et l'annexion de territoires ukrainiens par la Russie depuis février 2022. Cette position indienne est en contradiction avec les trois autres membres du « Quad », qui ont également adopté des sanctions (financières), mais similaires à ses deux principaux concurrents régionaux : Chine et Pakistan. Cette flexibilité stratégique considérable dénote un pragmatisme opportun, explicable notamment par la dépendance aux équipements et technologies militaires russes, même si l'Inde pourrait se trouver prise au piège du déclin militaire de la Russie dans un avenir prévisible.

L'affirmation d'une « voie indienne » d'autonomie stratégique.



Narendra Modi, le Premier ministre indien (MAST IRHAM/Pool via REUTERS)

Le pilier fondamental de la réflexion stratégique de l'Inde reste son attachement ferme à son autonomie stratégique et à la défense de ses propres intérêts (économiques, sociaux, culturels). Dès lors, l'Inde s'est engagée à accroître significativement ses capacités militaires, notamment par le biais de politiques publiques proactives de développement de la production domestique d'équipements militaires. Par conséquent, sa dépendance aux importations, principalement en provenance de la Russie, devrait se réduire fortement. Cette dépendance s'avère coûteuse budgétairement, mais surtout diplomatiquement depuis le début de l'intervention russe en Ukraine.

En parallèle, le renforcement des capacités militaires et le discours nationaliste simultané du gouvernement du Premier Ministre N. Modi contribuent fortement à l'objectif d'autonomie stratégique. Les caractères idéologique et politique spécifiques de l'Inde participent tout autant à la distanciation avec ses deux grands voisins : Pakistan et Chine.

En tout état de cause, l'Inde cherche toujours à préserver sa sphère d'influence naturelle (Asie du Sud, océan indien) mais ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour pouvoir contrecarrer les projets chinois d'intégration commerciale.

L'Inde se retrouve donc en position de répondre au défi de l'incertitude géostratégique systémique grâce à une approche positive - la « voie indienne », d'après l'expression du Ministre indien des Affaires Etrangères S. Jaishankar - en termes de politique internationale. Les développements récents suggèrent une utilisation croissante des effets de « gravité économique » qui émergent avec la combinaison taille / croissance de l'économie indienne. De nouveaux partenariats commerciaux se renforcent en Asie, par exemple avec le Japon et l'Australie, et en Europe, avec la France et l'Allemagne principalement. Ces partenariats répondent parfaitement aux enjeux globaux des entreprises en termes de diversification des chaînes d'approvisionnements mondiales (que ce soient des matières premières ou des composants électroniques) et aux besoins de la demande domestique indienne.

Solutions innovantes de gouvernance multilatérale.

L'Inde continue à s'engager en faveur de l'ordre économique libéral international. Toutefois, cet engagement n'est pas total. Par exemple, l'Inde ne soutient pas l'hégémonie actuelle du dollar américain en raison de son rôle central dans les relations financières entre pays tiers (et la capacité du gouvernement des Etats-Unis à contrôler et bloquer ces transactions).

L'INDE ENTRE DEUX POSITIONS

L'Inde participe aussi activement à l'Organisation Mondiale du Commerce, avec un activisme zélé en termes de différends commerciaux bi- et multilatéraux, aussi bien en tant que plaignant que défendeur ou tierce partie. Bien que la continuation du programme de multilatéralisme fasse partie de ses objectifs stratégiques, l'Inde souhaite que l'ordre international reflète mieux la répartition contemporaine du pouvoir mondial, quitte à s'autoriser à s'affranchir de nouvelles règles applicables aux décisions auxquelles elle n'aurait pas participé.

L'Inde opère un renforcement progressif des initiatives de coopération à dimension variable : trilatérale France-Inde-Australie, Quad, BRICS, stratégies indopacifiques de la France et de l'Union Européenne. Ces initiatives ont pour ambition de contrecarrer un potentiel déséquilibre excessif des relations régionales en faveur de la Chine et de répondre aux inégalités institutionnelles persistantes de l'ONU.

L'Inde est aussi montée en première ligne pour la promotion de solutions alternatives de gouvernance multilatérale, avec sa participation à la création de l'Alliance Solaire Internationale et de la Coalition pour des infrastructures résilientes face aux catastrophes. Ces actions récentes démontrent la lucidité de la politique extérieure indienne face aux évolutions rapides de l'environnement numérique, climatique et sécuritaire.

Défis internationaux pour la présidence indienne du G20.



La présidence indienne du G20 devra davantage confirmer l'acte délicat d'équilibre de l'Inde pour répondre aux défis internationaux. Notamment, l'Inde s'engage dans des thématiques consensuelles en faveur d'un avenir plus propre et plus vert. Les choix associés sont orientés en faveur d'actions écologiquement durables et responsables. Le changement climatique est une priorité clé pour la présidence indienne du G20. Un accent particulier est mis non seulement sur les financements climatiques et les nouvelles technologies plus respectueuses de l'environnement, mais également sur la garantie de transitions énergétiques justes pour les pays en développement du monde entier.

L'Inde est elle-même évidemment fortement confrontée à cette problématique de transition énergétique du fait d'un mix reposant principalement sur l'usage du charbon pour la production électrique et du pétrole pour les transports et l'industrie.

L'Inde met également en avant la facilitation d'un plus grand partage des connaissances dans les domaines du numérique, de l'inclusion financière et de l'adaptation aux nouvelles technologies dans divers secteurs, de l'agriculture à l'éducation. Cette dernière priorité résonne particulièrement pour le développement du marché domestique indien, et met en évidence la stratégie internationale de l'Inde qui prend en compte ses propres intérêts dans l'objectif de cultiver son autonomie stratégique.

Complexification des relations internationales et opportunités immenses de coopération.

D'un point de vue diplomatique, l'Inde s'engage dans une voie délicate de renforcement de sa position géostratégique avec des partenaires majeurs en raison du développement majeur de sa puissance économique. La relation avec la Chine reflète cette complexité à établir des relations internationales stables ; cette relation bilatérale comporte à la fois des éléments de coopération économique (échanges commerciaux, BRICS) mais aussi de concurrence stratégique profonde, du fait des tensions frontalières et des ambitions d'influence plus larges de la Chine.

Globalement, la capacité d'adaptation économique, sociale et environnementale de l'Inde aux transformations de l'organisation du monde et les efforts diplomatiques engagés pour être en mesure de poursuivre sa propre voie sur la scène internationale suggèrent d'immenses opportunités dans les domaines de la recherche et de l'innovation, avec des solutions concrètes pouvant répondre aux défis humains du développement durable.

**PAR VIVIEN MASSOT (CCE INDE) ET THIERRY APOTEKER (PRÉSIDENT, TAC ECONOMICS)
RELU PAR SOPHIE COLLET (CCE INDE, RÉFÉRENTE COMMUNICATION)**